Coordination Sud

OMC : le cycle du développement n’aura pas lieu

samedi 24 décembre 2005, par Coordination Sud (Date de rédaction antérieure : 26 novembre 2005).

Communiqué de presse adressé le 26 novembre 2005 aux journalistes pour réaction immédiate au projet de texte ministériel pour Hong Kong rédigé par Pascal Lamy.

Les ONG françaises de solidarité internationale expriment leur profonde déception en réaction au projet de texte ministériel du directeur de l’OMC, Pascal Lamy, adressée le 26 novembre. Ce rapport qui oriente les discussions de la 6e conférence ministérielle de l’OMC qui se tiendra à Hong Kong les 13 -18 décembre prochains évacue les questions vitales pour les 3 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour.

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG d’action humanitaire et de développement, analyse le projet de texte ministériel qui précise les objectifs des négociations à Hong Kong avec consternation. En proposant au nom du développement une seule solution, la libéralisation des marchés agricoles, des services et des biens industriels, le projet de déclaration ministérielle évacue d’un trait les attentes formulées par les ONG en faveur d’une régulation des échanges mondiaux. Il marginalise par ailleurs les questions prioritaires pour les pays les plus pauvres et les dispositions prévues à Doha en 2001 afin qu’ils bénéficient d’un traitement plus favorable.

En matière agricole, si le texte préparatoire ne prévoit aucun accord en raison des conflits persistants entre Etats membres, force est de constater qu’aucune solution n’est envisagée pour :

- prendre en considération la baisse structurelle des prix des matières premières agricoles dont vit près de la moitié de l’Humanité (seule une « assistance technique » est prévue).
- protéger les marchés agricoles nationaux et régionaux (au contraire, une baisse drastique des droits de douane est sur le point d’être adoptée),
- assainir les marchés mondiaux (aucune date n’est fixée pour abolir les subventions à l’exportation),

Ces trois recommandations formulées par des milliers d’ONG, (parmi lesquelles les plates-formes nationales d’ONG indienne, pakistanaise, guinéenne, nigérienne, burkinabé) et de syndicats agricoles dans le monde, (notamment d’Afrique de l’Ouest), sont non seulement exclues des négociations mais se voient frontalement contredites par le document de travail. Pourtant, le sort des 2,7 milliards de personnes risquant d’être exclues de toute activité économique en vertu d’une libéralisation généralisée de l’agriculture en dépend.

Les ONG françaises de solidarité internationale ne peuvent que constater avec regret que ce cycle ne constitue pas un cycle du développement mais un cycle pour l’accès au marché et la destruction généralisée de toute forme de régulation du commerce. L’enjeu est bien aujourd’hui pour les pays en développement de maintenir les politiques de régulation interne et des de droits de douane suffisamment élevés pour empêcher l’importation massive de produits bouleversant les économies locales.

Coordination SUD invite les négociateurs, et tout particulièrement la France et l'Union européenne à porter à l'agenda de Hong Kong les véritables questions de développement. Après Seattle et Cancun, l'échec envisageable de la conférence de Hong Kong doit être l'occasion d'un sursaut politique en faveur d'une régulation du commerce mondial.

Fabrice Ferrier
Chargé de coopérations internationales
International co-operation project manager
Tel. : + 33 1 44 72 87 11
Fax : +33 1 44 72 93 73